

Gibraltar prépare son Brexit avec sérénité

- Le “caillou” a voté pour rester dans l’Union européenne.
- Plus de 8 000 Espagnols traversent la frontière tous les jours.
- Ces travailleurs transfrontaliers dépendent du bon vouloir de Madrid

“On a voté à 96 % contre le Brexit, mais nous n’avons pas le choix.”

Dans une boutique de Main Street, l’artère principale de Gibraltar, six jeunes Espagnoles scrutent les étalages pour y dénicher les souvenirs qu’elles rapporteront du “Peñon” (“rocher” en français). Beaucoup sont illustrés de symboles purement British : tirelire en forme de cabine téléphonique rouge, tablier avec l’Union Jack ou encore chocolats à l’effigie de la famille royale. “C’est lui, le fils de la Reine ?”, interroge l’une des adolescentes en pointant du doigt le prince Harry. “Non, lui, c’est le petit-fils !”, rétorquent en chœur ses amies.

Dans les rues de Gibraltar, cela ne fait aucun doute : on est bien sur un territoire britannique. Même le vent qui souffle en ce mois de janvier rappelle l’Angleterre. A partir de midi, les *fish&chips* du centre-ville voient

leurs terrasses se remplir. Ici, on entend autant parler anglais qu’espagnol. Chaque jour, des milliers de natifs de l’Andalousie voisine viennent en effet travailler sur le territoire britannique.

Une sortie à contrecœur

D’autres langues se mêlent habituellement à la clameur ambiante de la journée : près de 11 millions de touristes visitent le Peñon chaque année. Mais ici, certains craignent que le Brexit change les choses. Vice-ministre en chef de Gibraltar, Joseph Garcia rappelle que la décision de quitter l’Europe n’était pas la leur : “Nous avons voté à 96 % pour rester dans l’Union européenne, donc nous sommes dans une situation que nous ne souhaitons pas, mais nous n’avons pas le choix : si le Royaume-Uni s’en va, nous aussi.”

En juin 2016, au lendemain du référendum, le choc a été rude. *“Je me souviens du jour où les résultats sont sortis. Quand le référendum fut terminé, les gens dans les rues étaient choqués”*, se souvient Jennifer Ballantine, historienne à l’université de Gibraltar. Elle affirme que malgré tout, leur statut de territoire britannique d’Outre-Mer n’a pas été remis en question : *“Les Gibraltariens ont une relation très forte avec l’Angleterre depuis toujours. La plupart des jeunes d’ici partent étudier à Londres et certains y trouvent leur premier emploi.”*

Pas encore d’“effet Brexit”

Cet attachement a été réaffirmé à maintes reprises alors que Madrid réclame le territoire depuis des décennies. En 1967, les habitants du Rocher avaient voté à 99,6 % contre un transfert de souveraineté vers l’Espagne et leur opinion est restée la même depuis. Aussi, les Gibraltariens ont accepté d’enclencher le processus du Brexit et se veulent désormais optimistes.

Dans son café de Main Street, Peter raconte qu’il voit désormais d’un bon œil cette nouvelle étape : *“Je suis très positif [...] Je pense qu’il est temps que le Royaume-Uni ait ses propres lois et ne reçoive plus ses ordres de Bruxelles.”*

Le commerçant dit ne pas avoir souffert d’un effet Brexit pour le moment. A la Chambre de com-

merce de Gibraltar, on confirme que l’économie du territoire se maintient bien : *“Depuis le vote, les entreprises ont continué à investir massivement à Gibraltar en sachant parfaitement qu’on allait sortir de l’Europe. Ça nous encourage”*, explique Edward Macquisten, le directeur.

La frontière comme enjeu principal

Mais les choses pourraient changer d’ici le 29 mars 2019, date à laquelle le Royaume-Uni devrait sortir officiellement de l’Union européenne. *“Le business s’adaptera, assure-t-on à la Chambre de commerce. Gibraltar a toujours su rebondir.”* Si, pour l’instant, il est impossible d’évaluer les conséquences précises du Brexit en raison de la faible avancée des négociations, l’ensemble des acteurs politiques du Peñon s’accordent sur un point : tout dépendra des mesures prises concernant leur frontière avec l’Espagne.

Tous aimeraient qu’elle reste la plus ouverte possible et au gouvernement, on évalue les différentes possibilités. *“On n’est pas dans Schengen [...] mais ça pourrait être une solution envisageable si on nous dit : ‘Regardez, l’une des façons de régler ce problème de frontière, c’est que vous rentriez dans Schengen même sans le Royaume-Uni’”*, explique Joseph Garcia.

D’autres possibilités sont envisagées, elles pourraient notamment s’inspirer des arrangements qui existent entre l’UE et les petits Etats comme Monaco ou Saint-Marin. Pour l’heure, rien n’est encore fixé.

Les travailleurs espagnols s’inquiètent des conséquences du Brexit

Attablé dans un café de La Linea de la Concepcion, Jésus regarde les passants se faufiler entre les stands du marché. *“Notre région est l’une des plus délaissées d’Espagne. C’est même peut-être celle qui est dans la pire situation.”* Dans cette ville de 70 000 habitants surplombée par le rocher de Gibraltar, le chômage culmine à 30 % depuis des années. *“Ça a toujours été difficile ici. Peu importe le parti qui est au pouvoir, notre situation ne change pas.”* Aussi, pour s’en sortir, beaucoup d’habitants du coin se tournent vers Gibraltar pour trouver un emploi : sans compter ceux qui sont employés illégalement, ils seraient 8 000 à y travailler.

Des blocages réguliers

“La Linea n’a aucune industrie. La seule industrie qu’elle a, c’est Gibraltar”, confirme Salvador Molina. Aujourd’hui retraité, il a créé l’ASCTEG en 1987, une association destinée à défendre les travailleurs espagnols du Peñon. *“Notre principal objectif, c’est*

d’éviter les blocages récurrents à la frontière. Avec le Brexit, ça va être pire : le jour où Gibraltar n’est plus en Europe, l’Espagne pourra agir sur cette frontière comme sur n’importe quelle autre.”

Selon lui, les douaniers espagnols ont pris l’habitude de durcir les conditions de passage de frontière dès que les relations diplomatiques se tendent entre Madrid et Londres. *“On dépend des caprices des dirigeants espagnols”*, acquiesce Juan Jose Uceda, porte-parole de l’ASCTEG. *“Si un membre de la famille royale britannique est en visite à Gibraltar, on sait qu’il faudra attendre plusieurs heures à la frontière.”*

A l’association, on craint donc que le Brexit ne donne définitivement raison à Madrid et que les travailleurs espagnols se retrouvent sans emploi.

La préoccupation est d'autant plus grande que l'Espagne – qui n'a jamais caché sa volonté de récupérer le Rocher cédé aux Britanniques en 1713 – a un droit de regard sur l'accord qui sera conclu entre l'UE et Gibraltar à l'issue du processus.

Juan Jose Uceda suit donc attentivement les négociations pour l'instant peu avancées. Pour le moment il relativise avec ironie : *“Ici, on vit le*

Brexit depuis toujours donc je ne vois pas comment ça pourrait être pire. On est la seule frontière à l'intérieur de l'Europe à connaître autant de difficultés de circulation. Vous croyez que c'est aussi compliqué dans un territoire comme l'Andorre ?”

L. D.

(Envoyée spéciale à Gibraltar)